

Métier des assistant-e-s de rédaction : Quelles évolutions ?



Une "réunion d'échanges relative aux assistants de rédaction" a récemment permis de vérifier que ce métier est - comme l'AFP dans son ensemble - en pleine mutation. Avec des conséquences très variables sur les conditions de travail des employé-e-s et de la rédaction, selon les bureaux et les services concernés.

Des assistantes de rédaction de quatre bureaux régionaux ont participé à la réunion du 10 juillet, en présence du Directeur de la Région France, du Directeur des Ressources humaines, de la Directrice adjointe de la Rédaction, et de la Chef du personnel non-J, ainsi que de représentants des syndicats CFTD, SGLCE-CGT et SUD.

En raison d'un couac dans l'organisation de la réunion, les assistant-e-s du siège parisien n'étaient pas directement représenté-e-s. Dommage ! Les échanges se sont donc concentrés sur le travail dans les bureaux régionaux.

Des effectifs en baisse

Voici les chiffres du nombre d'assistant-e-s de rédaction, présentés par la direction (et reprecisés après la réunion) :

	2009	2014	
Bureaux régionaux	24	20	-4
Paris	21	19	-2
Total	45	39	-6

(Problème : actuellement ces postes ne sont pas tous pourvus)

	2009	2014	
Bordeaux	3	3	
Lille	3	2	-1
Lyon	4	3	-1
Marseille	4	3	-1
Nice	1	1	
Rennes	3	3	
Strasbourg	3	3	
Toulouse	3	2	-1
Total	24	20	-4

Si les bureaux régionaux bénéficiaient autrefois de quatre employé-e-s, tous les bureaux sont passés à trois, et certains même à deux, comme le montre la partie droite du tableau.

Cette diminution étant étroitement liée à celle du maillage rédactionnel, nous avons demandé à la direction de présenter à la prochaine réunion des délégués du personnel (DPJ du 18 juillet) un tableau détaillé du nombre de journalistes en régions, en 2009 et aujourd'hui (journalistes texte, vidéo, photo, détachés, pigistes...).

Quelles tâches ?

La direction a réalisé un état des lieux et comparé les bureaux. Résultat, il y a un socle commun des tâches d'assistant-e-s, mais avec parfois de fortes divergences :

- **Tâches de secrétariat** (répondre au téléphone, accueil, courrier, gestion des fournitures, archivage, création et gestion d'ordres de mission, réservations etc.).
- **Comptabilité et gestion** (factures, notes de frais, budget piges, gestion des tableaux de service...). Selon les bureaux, ces tâches peuvent être assumées par une seule personne ou mutualisées parmi l'ensemble des assistant-e-s.
- **Sports** (prise de résultats, fiches techniques) : de fortes différences d'un bureau à l'autre.
- **Tâches éditoriales** (tenue et mise à jour du répertoire, twitter, revue de presse, tournée quotidienne auprès des pompiers, documentation/archivage, agenda, conducteur, aide rédactionnelle en cas de grosse actu, veille des sites internet, aider à décrypter des interviews...). En raison de la mobilité des journalistes (rotation), les assistant-e-s sont souvent la "mémoire profonde" des bureaux. Réseaux sociaux : certain-e-s assistant-e-s tweetent, d'autres pas ; parmi celles et ceux qui envoient des tweets, certain-e-s le font de façon autonome, d'autres toujours sous contrôle de journalistes.

Quelles perspectives ?

Y a-t-il des passerelles vers le métier de journaliste ? Le DRH a tenu à mettre en garde contre toute illusion. Si des reconversions ont eu lieu par le passé, elles étaient rares et nécessitent en tout état de cause une formation en école de journalisme. Aujourd'hui, les recrutements de journalistes sont rares et le niveau d'exigence de l'AFP est tel qu'elle ne recrute que "la crème de la crème", a-t-il dit en substance.

Quelques **pistes d'évolution** du métier d'assistant-e ont toutefois été évoquées.

- Peut-être la plus prometteuse concerne la **Vidéo**, qui est l'une des priorités rédactionnelles de l'agence. Un poste de vidéaste existe dans la plupart des bureaux régionaux. Les personnels d'AFPTV ont réclamé que leur nombre soit augmenté. La Directrice adjointe de la Rédaction a suggéré de voir dans quelle mesure le travail des assistant-e-s vidéo à Paris pourrait être allégé si certaines de leurs tâches étaient réalisées en régions, où certain-e-s assistant-e-s pourraient être intéressé-e-s d'assurer cette activité.
- Le débat sur le traitement des **résultats sportifs** n'est toujours pas tranché. A titre expérimental, le bureau de Rennes ne traite plus le sport. Ailleurs, notamment à Strasbourg, les assistant-e-s participent activement au travail rédactionnel sur les sports.
- Parmi les autres pistes évoquées : l'**archivage** et l'**indexation**, ou encore la participation aux **réseaux sociaux** (Twitter est à la mode !), avec des formations, y compris pour mieux appréhender le nouveau système rédactionnel Iris.
- Une évolution déjà en cours concerne la **mutualisation** : la spécialisation avait un sens lorsqu'il y avait quatre employé-e-s dans chaque bureau régional. Il s'avère qu'elle peut avoir des désavantages aujourd'hui. En effet, avec la baisse des effectifs, lorsque l'assistant-e qui s'occupe de la comptabilité est absent-e, les pigistes n'ont pas leurs piges et le remboursement des notes de frais reste en attente.

Evoluer pour garantir l'avenir

Selon les Bilans sociaux présentés annuellement au Comité d'entreprise, les **effectifs CDI et CDD** des journalistes sont stables depuis une douzaine d'années (875 journalistes au 31 décembre 2002, 873 fin 2013). Dans le même temps, le nombre d'employé-e-s de presse a fortement diminué : de 172 fin 2002, on est passé à 144 fin 2013, soit 28 postes en moins (= -16%). Seul-e-s quelques employé-e-s de presse (EP) étant passé-e-s au statut de cadre administratif, la diminution s'explique essentiellement par des suppressions de postes.

Nous n'avons pas cessé de mettre en garde contre cette dégradation, notamment en tirant la sonnette d'alarme sur les conséquences rédactionnelles et sociales d'une **externalisation des résultats sportifs**¹. Nous avons également alerté sur le **passage de 3 à 2 assistant-e-s** dans les bureaux régionaux et réclamé l'**affichage des postes vacants**.

Pour *SUD* il est évident que le sort du métier des assistant-e-s, comme de l'ensemble des salarié-e-s, sera étroitement lié à l'évolution générale de l'agence. Notre travail consiste à garantir aux citoyens l'accès à une information exhaustive et la plus objective possible. Pour cela il faut des journalistes, épaulés par des "non-journalistes" en nombre suffisant.

Beaucoup d'assistant-e-s souhaitent pouvoir évoluer.

Leur métier, comme celui de tous les personnels, sera soumis à des changements. Tant que cette évolution se fera dans le respect des salarié-e-s et de leurs droits sociaux, et sans abandonner notre mission d'intérêt général, *SUD* est prêt à l'accompagner. Que la direction précise les perspectives des assistant-e-s et leur donne l'accès nécessaire à la formation !

Une nouvelle réunion est envisagée en septembre, avec une participation encore plus large des personnels directement concernés.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires !

Paris, le 15 juillet 2014

SUD-AFP (Solidaires - Unitaires - Démocratiques)

Sud
Solidaires
AGENCE FRANCE PRESSE

¹ Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article32>